

Les pertes de parts de marché de la zone euro depuis la crise sanitaire proviennent pour environ un quart du choc de prix de l'énergie, mais iraient au-delà des seuls produits énérgo-intensifs

Depuis la crise sanitaire, les principales économies avancées ont subi des pertes de parts de marché au profit de certaines économies émergentes, en premier lieu la Chine. Entre 2019 et 2023, la part de marché des économies avancées, définie comme le poids de leurs exportations en valeur dans le commerce mondial de biens, a diminué de près de 2 % (aussi bien pour la zone euro que pour les États-Unis), alors que celle de la Chine a augmenté de 10 %.

La comparaison de la performance à l'exportation en biens en volume des principales économies avancées – qui corrige de l'orientation géographique des exportations ainsi que des variations relatives de prix – confirme le diagnostic : depuis la crise sanitaire, la performance de la Chine s'est significativement améliorée (+20 %) tandis que celles des économies avancées a dans l'ensemble reculé, dans des proportions variables. Les États-Unis ont connu un recul, -6 % par rapport au niveau de performance de 2019, contre -4 % pour la zone euro. Les pays d'Europe du Sud (l'Espagne mais surtout l'Italie) ont peu ou prou maintenu leur performance à l'exportation. En revanche, les performances britanniques (-19 %), françaises (-9 %), et allemandes (-8 %) se sont particulièrement dégradées depuis la crise sanitaire. Ces évolutions marquent un tournant : l'Italie et la France avaient stabilisé leur performance à l'exportation depuis 2010 (le Royaume-Uni depuis 2015) après avoir beaucoup cédé de terrain dans les années 2000 ; l'Allemagne et les États-Unis les avaient globalement maintenues depuis 2002 ; la Chine n'en gagnait plus de 2012 à 2019.

Ce recul de la performance à l'exportation de la zone euro sur la période récente pourrait être lié à la dégradation de la compétitivité coût de la zone : la hausse du prix de l'énergie, consécutive à l'invasion de l'Ukraine par la Russie est spécifique à la zone euro et constitue un choc d'offre asymétrique. La modélisation économétrique développée dans cet éclairage montre que ce facteur a contribué à la dégradation des performances européennes mais seulement en partie, pour environ 20 % à 25 %.

L'analyse fine par produit des évolutions des parts de marché sur la période récente confirme ce diagnostic macroéconomique. Les biens des branches « énérgo-intensives » contribuent certes sur la période récente aux pertes de parts de marché des pays européens et aux gains de la Chine, mais seulement pour environ un quart. D'autres produits sont également responsables des gains de parts de marché de l'économie chinoise sur ses concurrents occidentaux depuis la crise sanitaire : c'est en particulier le cas de l'automobile et des équipements électroniques. Pour ces deux segments, le prix de l'énergie joue un rôle plus secondaire et la perte de performance révèle plutôt une dégradation de la compétitivité hors coût.

Enzo Iasoni, Guillaume Roulleau, Sarah Zaidan

Depuis la crise sanitaire, les principales économies avancées ont subi des pertes de part de marché au profit de certaines économies émergentes, en premier lieu la Chine

Les parts de marché à l'exportation de biens¹ des économies avancées en valeur, définies comme le ratio de leurs exportations au commerce mondial, ont reculé significativement depuis les années 2000, au profit des économies émergentes, notamment la Chine. Ces pertes de part de marché ont globalement eu lieu au cours de la décennie 2000, après l'entrée de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce : ainsi, en 2007, à la veille de la crise financière, les parts de marchés des économies avancées étaient inférieures de 11 % à leur niveau de 2000 (► [Bas et al., 2015](#)). Ces parts de marché ont fini par se stabiliser pendant la décennie 2010 : en 2019, elles se situaient près de 20 % en dessous de leur niveau de 2000 (► [figure 1](#)).

En 2019, la zone euro représentait 27 % des exportations mondiales de biens. Ce poids important vient du fait que les flux intra zone sont comptabilisés. Si on les excluait, le poids de la zone dans le commerce mondial serait environ deux fois plus faible. Les exportations de la France ainsi que celles de l'Italie représentaient 3 % des exportations mondiales, contre plus de 8 % pour l'Allemagne et 2 % pour l'Espagne. Les États-Unis pesaient pour environ 9 % du commerce mondial contre moins de 3 % pour le Royaume-Uni et 14% pour la Chine.

Depuis la crise sanitaire, les économies avancées ont subi une nouvelle baisse de parts de marché avec, pour symétrique, un nouveau gain pour les économies émergentes, notamment la Chine. Entre 2019 et 2023, la part de marché des économies avancées aurait diminué de près de 2 %, alors que celle de la Chine aurait crû de 10 % (► [figure 1](#)). Ce nouveau recul, après une décennie de relative stabilité, concerne à la fois la zone euro et les États-Unis (environ -2 % dans les deux cas).

¹ Le champ de cette étude se restreint aux seuls biens exportés en excluant ainsi les services. En effet, les échanges de services sont peu corrélés au cycle économique et fragiles en comparaison internationale (► [Marc et Patier, 2016](#)).

La baisse des parts de marché américaines pourrait s'expliquer en partie par sa guerre commerciale avec la Chine dont les effets seraient asymétriques. Le renchérissement des tarifs douaniers réciproques aurait affecté les exportations américaines vers la Chine alors que la Chine aurait tiré son épingle du jeu en diversifiant notamment ses partenaires commerciaux (► [Bertrand et Villani, 2024](#)). Outre ces transformations conjoncturelles liées à la guerre commerciale, les pertes de parts de marché américaines pourraient provenir d'un mouvement de désengagement des États-Unis de l'économie mondiale de plus long terme (► [Mandel, 2012, PIIE, 2021](#)), accentuées par l'Inflation Reduction Act (IRA) exigeant un assemblage final en Amérique du Nord pour bon nombre de composants et produits industriels. De fait, en parallèle des exportations, la part des importations américaines dans les importations mondiales a légèrement reculé.

Les gains de parts de marché sur la période post-crise sanitaire ne concerneraient pas uniquement les économies émergentes d'Asie (Chine, Inde, etc.) mais également certains pays d'Amérique Latine et d'Europe de l'Est, qu'ils soient considérés comme avancés ou émergents (► [encadré](#) « L'évolution des parts de marché dans d'autres économies avancées et émergentes ») : pour la plupart des pays cependant, les gains tendanciels gardent un rythme comparable avant et après la crise sanitaire, tandis qu'en Chine ces gains de parts de marché surviennent après plusieurs années de relative stabilité et marquent donc une vraie rupture.

Ce constat peut également être dressé à partir des performances à l'exportation

Une potentielle explication à ce nouveau recul des parts de marché pour les économies avancées pourrait résider dans l'orientation géographique des exportations. En effet, dans le cas de la France par exemple, la dégradation des parts

de marché pourrait simplement refléter le fait que ses principaux partenaires commerciaux (l'Union européenne particulièrement) croissent moins vite que le reste du monde, en particulier depuis 2022 et le début de la crise énergétique. De plus, ces parts de marché étant calculées en valeur, elles incorporent des variations relatives de prix.

Afin de neutraliser ces deux effets, la comparaison peut être menée sur les performances à l'exportation (► [figure 2](#)), définies comme le ratio entre les exportations de biens en volume d'un pays et la demande qui lui est adressée (► [encadré](#) « Source des données et concepts utilisés »). Ce changement de métrique ne modifie pas le constat : la performance à l'exportation des principales économies avancées s'est dégradée depuis la crise sanitaire quand celle de la Chine s'est significativement améliorée (+20 % par rapport au niveau de performance de 2019).

Dans les économies avancées, le recul de la performance à l'exportation est comparable de part et d'autre de l'Atlantique : -6 % pour les États-Unis et -4 % pour la zone euro. Au sein de l'Europe, en revanche, les évolutions sont contrastées : les pays d'Europe du Sud (l'Espagne mais surtout l'Italie) ont peu ou prou maintenu leur performance à l'exportation depuis 2019, alors qu'elle a fortement reculé pour la France (-9 %), le Royaume-Uni (-19 %) ainsi que pour l'Allemagne (-8 %), qui avait pourtant réussi à maintenir ses performances de 2000 à 2019.

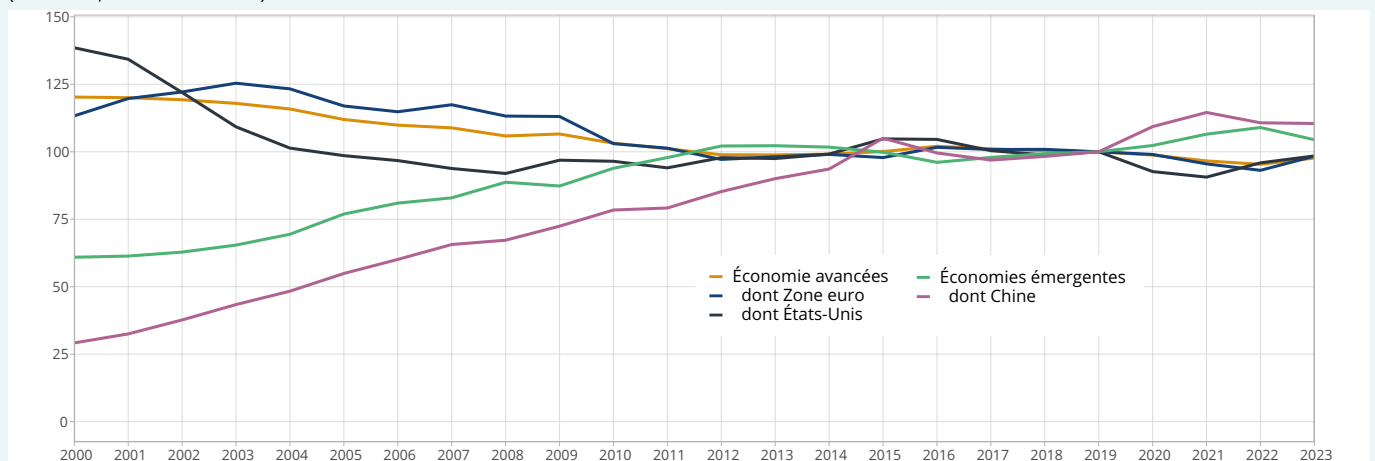
D'un point de vue macroéconomique, les pertes de part de marché des principales économies de la zone euro depuis la crise ne sont qu'en partie dues au renchérissement des intrants énergétiques

Sur longue période, il est possible de modéliser les exportations de biens des principales économies de la zone euro² grâce à un modèle économétrique à correction d'erreur (cf. annexe). À long terme, le volume

2 Allemagne, France, Italie, Espagne, Pays-Bas et Belgique.

► 1. Parts de marché mondiales à l'exportation de biens en valeur des principales économies

(en niveau, base 100 en 2019)



Dernier point : 2023.

Note : la définition des économies avancées est plus large que celle de l'OCDE, incluant notamment la Turquie et les pays de l'Europe de l'Est.

Source : Centraal Plan Bureau.

Conjoncture française

des exportations est déterminé de façon classique par la demande mondiale adressée aux principales économies de la zone euro et par la part des émergents, qui permet de capter la baisse mécanique des parts de marché du groupe de six pays tout au long de la période d'estimation liée à l'irruption dans le commerce mondial de nouveaux acteurs (notamment la Chine) qui y jouaient un rôle marginal en début de période (ce choix méthodologique est celui fait dans le cadre du modèle Mésange pour la France, ► [Bardaji et al. 2017](#)). Deux autres variables sont introduites afin de capturer toutes choses égales par ailleurs la compétitivité des produits européens sur les marchés mondiaux : le taux de change effectif réel de la zone euro et un prix relatif du gaz utilisé par les pays européens par rapport à celui disponible en Amérique du Nord. Cette variable a été retenue afin de mesurer l'impact sur la compétitivité de la zone euro de chocs d'offre spécifiques sur le prix des intrants énergétiques : de ce point de vue, le gaz semble être l'énergie dont le prix est le plus pertinent à suivre. En effet, le marché du

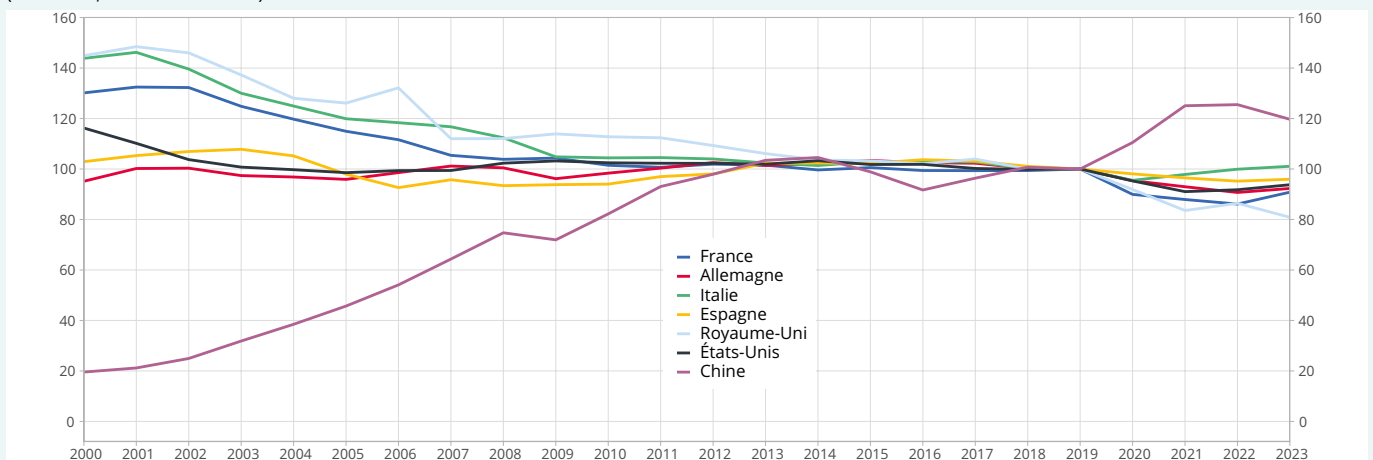
pétrole est davantage intégré au niveau mondial et le prix de cette énergie ne permet donc pas au premier ordre de modéliser des chocs d'offre affectant les différentes zones géographiques de façon asymétrique. Par ailleurs, les fluctuations des prix du gaz permettent également de tenir compte des variations du prix de l'électricité puisque ce dernier est fortement lié à celui du gaz en Europe, compte tenu du fonctionnement du marché. Ce modèle est estimé sur la période 1997-2019 (► [figure 3](#)).

Sur la période récente, ce modèle ne permet d'expliquer qu'une partie de la baisse des performances à l'exportation de la zone euro : entre 2020 et 2023, les performances des principales économies de la zone euro à l'exportation ont reculé de 4,3 % quand le modèle prévoit seulement un recul de 1,4 %, dont environ 1 point est dû à l'évolution du prix relatif du gaz depuis l'invasion de l'Ukraine³. Cette variable, qui permet non seulement de capturer la dégradation de la compétitivité coût de la zone par rapport aux États-Unis mais plus largement par rapport à tous les

³ Sur la période 2020-2024, le modèle est utilisé en prolongeant la part de marché des émergents non pas par son niveau observé mais de façon tendancielle. Cela permet de neutraliser la hausse inhabituelle de la part de marché de la Chine observée sur la période vis à vis du reste du monde (et donc de la zone euro), pour tenter d'expliquer cette dernière par les autres facteurs pris en compte dans l'équation (taux de change et prix relatif du gaz). Cf. annexe pour plus de détails.

► 2. Performance à l'exportation de biens en volume des principales économies

(en niveau, base 100 en 2019)

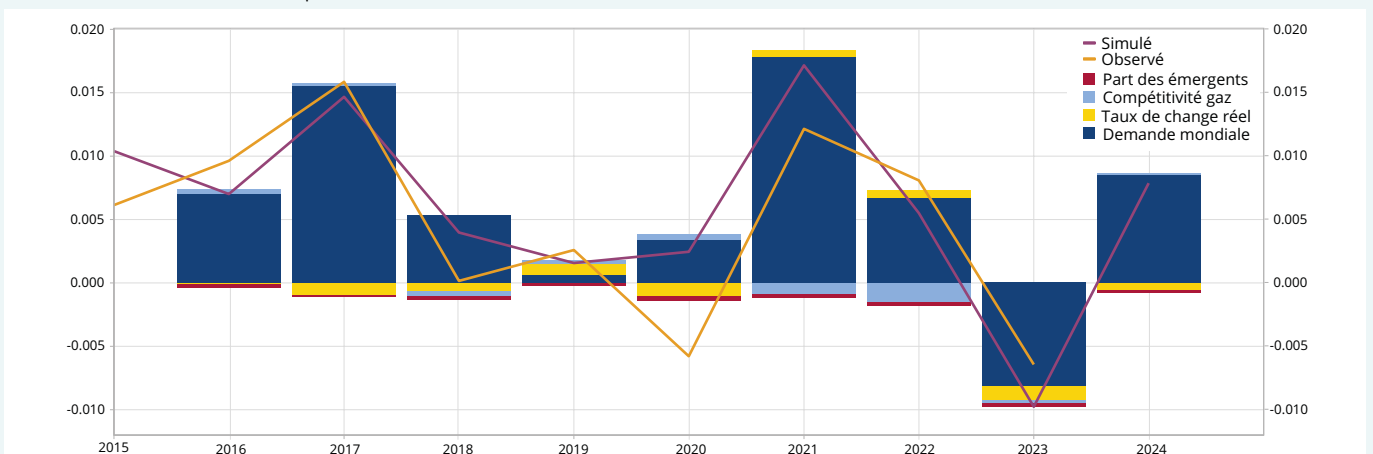


Dernier point : 2023.

Source : Comptes nationaux, CPB, Direction Générale du Trésor. Calculs Insee.

► 3. Évolutions observées et estimées des exportations de la zone euro

(évolutions en %, contributions en points)



Source : Insee, Destatis, Istat, INE, Statistics Netherlands, National Bank of Belgium, CPB, Banque Mondiale, BCE, calculs Insee.

pays n'ayant pas subi de choc spécifique sur le prix du gaz, permet donc d'expliquer seulement une partie de la baisse des parts de marché de la zone euro par rapport aux autres économies.

Il est possible de décomposer finement par produits les pertes de parts de marché de la zone euro

Au-delà du constat dressé à un niveau macroéconomique, il peut être intéressant d'analyser par produits les évolutions de parts de marché : pour ce faire, une

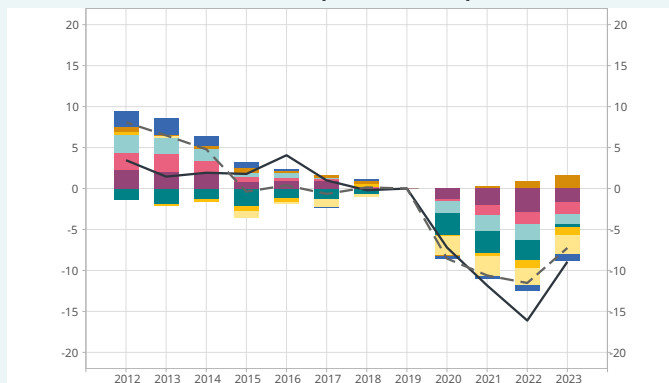
décomposition « à la Berthier » (► [Berthier 2002](#)) des pertes et gains de part de marché est réalisée par rapport au niveau de 2019. Dans une telle décomposition, la contribution de chaque produit à l'évolution des parts de marché agrégées transite via deux effets (► encadré « Source des données et concepts utilisés ») :

- un « effet de structure » reflétant la réallocation des exportations mondiales entre produits. Même si les parts de marché d'un pays produit par produit demeurent constantes, la structure du commerce

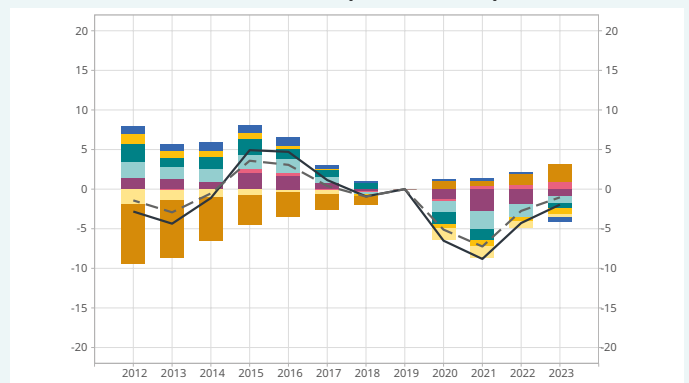
► 4. Décomposition sectorielle de l'évolution de parts de marché à l'exportation de biens en valeur des principales économies

(variation des parts de marché de chaque pays par rapport à l'année de base 2019, en %)

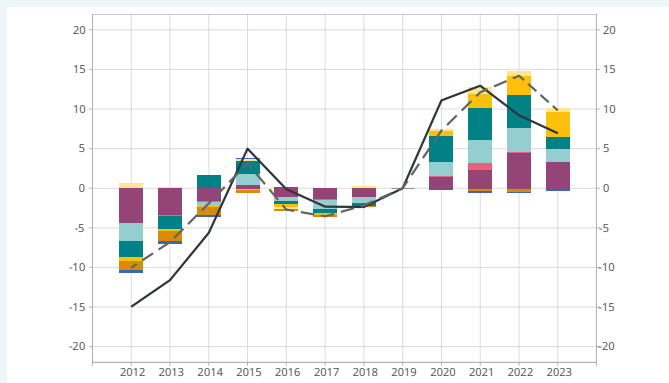
France (3 % en 2019)



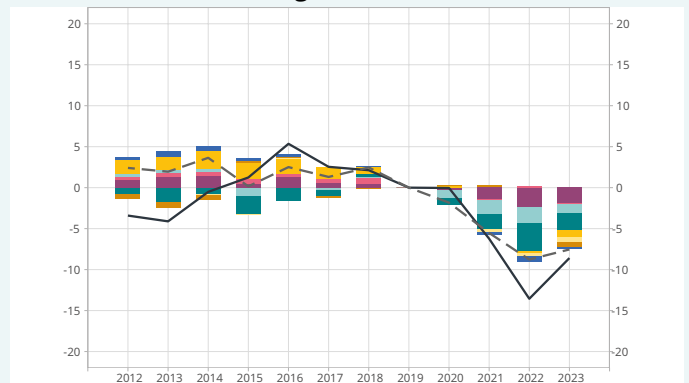
États-Unis (9 % en 2019)



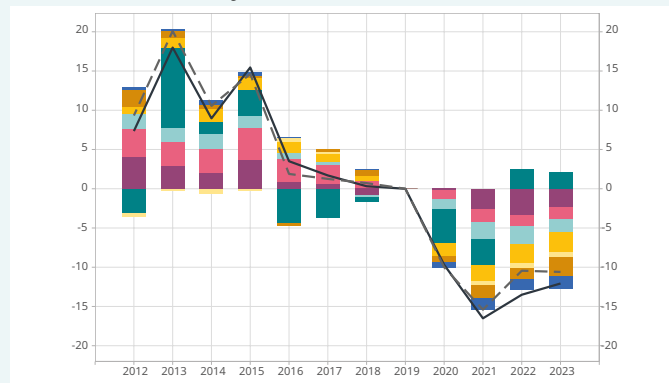
Chine (14 % en 2019)



Allemagne (8 % en 2019)



Royaume-Uni (3 % en 2019)



Contribution intra-branche du secteur :

- Alimentaire
- Énergie
- Industrie électrique, électronique et informatique
- Industrie énérgo-intensive
- Industrie pharmaceutique
- Industrie automobile
- Autres matériels de transport
- Autre industrie
- Évolution des parts de marché
- - dont contribution intra-branche

Dernier point : 2023.

Note : la courbe noire en trait plein correspond à la variation des parts de marché totales en pourcentage par rapport à l'année 2019 et la courbe noire en pointillés, la « contribution intra-branche » corrige l'évolution des parts de marché agrégées de l'« effet de structure » reflétant la réallocation des exportations mondiales entre branches (cet effet de structure se mesure donc à l'écart entre les deux courbes). Cette « contribution intra-branche » est ensuite décomposée par produit (► encadré « Source des données et concepts utilisés » pour les détails méthodologiques). Le niveau des parts de marché de 2019 de chaque pays est indiqué dans le titre de chaque graphique : il s'agit des parts de marché en valeur calculées à partir des données UN Comtrade et peuvent donc différer à la marge des parts de marché en volume issues du CPB qui sont également mentionnées dans le présent éclairage.

Source : UN Comtrade. Calculs Insee.

Conjoncture française

mondial peut avoir un impact sur l'évolution des parts de marché agrégées. Par exemple, lorsque le poids relatif du secteur aéronautique dans le commerce mondial diminue (comme c'est le cas depuis la crise sanitaire), un pays spécialisé en exportations aéronautiques et conservant ses parts de marché sur ce secteur verra cependant sa part de marché d'ensemble diminuée mécaniquement ;

- un « effet intra-produit » mesurant l'impact de l'évolution des parts de marché propres sur chaque produit.

Les effets de structure jouent toutefois assez peu sur la période récente (► [figure 4](#)), même si la France et l'Allemagne apparaissent légèrement pénalisées par leur spécialisation sectorielle depuis la sortie de crise sanitaire.

Les produits des industries énérgo-intensives expliquent environ le quart des pertes de parts de marché européennes

En cohérence avec les résultats mis en avant par l'estimation économétrique (cf. supra), la zone euro a perdu des parts de marché sur les produits énérgo-intensifs, c'est à dire les biens dont la fabrication est particulièrement intensive en consommation énérgétique (industrie du bois et du papier, de la chimie, du caoutchouc et du plastique et de la métallurgie). Ces produits expliquent 22 % des pertes de parts de marché (hors effet de structure) entre 2019 et 2023 pour la France comme pour le Royaume-Uni (qui a subi le même choc que la zone euro sur les intrants énérgétiques) et jusqu'à 25 % pour l'Allemagne, soit une part comparable au poids de ces produits dans les exportations totales de biens de ces différents pays. De façon symétrique, ces produits ont joué de façon déterminante sur les gains de parts de marché de la Chine sur la période, avec une contribution de 33 %, alors que ces produits ne totalisent qu'environ 20 % des exportations chinoises de biens en 2019 (► [figure 4](#)).

L'Europe a également perdu des positions dans les produits électroniques et l'automobile au profit de la Chine

Au-delà des produits énérgo-intensifs, les pertes de parts de marché des différents pays avancés depuis 2019 concernent une large gamme de produits. En particulier, deux autres types de produits jouent un rôle central dans les pertes de part de marché des économies avancées face à la Chine : les équipements électroniques et l'automobile. Les équipements électriques, électroniques et informatiques (qui contiennent en particulier les semi-conducteurs et les ordinateurs) expliquent une part non négligeable des pertes de parts de marché des économies avancées entre 2019 et 2023, mais de façon plus hétérogène : 17 % en France, 15 % en Allemagne

(soit une part comparable au poids de ces produits dans leurs exportations totales de biens) et la quasi-totalité aux États-Unis. La perte de parts de marché américaine sur les semi-conducteurs pourrait s'expliquer par les restrictions imposées par le gouvernement américain sur les exportations vers la Chine et le renforcement des contrôles (► [Shivakumar et al., 2024](#)). Symétriquement, la Chine gagne des parts de marché pour ces produits qui contribuent pour 16 % de ses gains d'ensemble entre 2019 et 2023, ces produits représentant 30 % des exportations totales de biens du pays.

Concernant l'industrie automobile, le marché a connu un tournant avec la montée en puissance du marché des voitures électriques. Depuis la crise sanitaire, les parts de marché dans le secteur automobile des principales économies avancées ont de nouveau subi un recul (► [figure 5](#)). La part de marché du secteur automobile français – dont la compétitivité a déjà décliné entre 2000 et 2012 (► [Head et al., 2020](#)) – a reculé de près de 10 % depuis la crise et ce produit explique 13 % des pertes de parts de marché françaises totales à l'exportation entre 2019 et 2023 (soit une part légèrement plus forte que le poids de l'automobile dans leurs exportations totales de biens, égal à 9 %). Les pertes de parts de marché sont plus fortes au Royaume-Uni (-20 %), sensiblement du même ordre de grandeur aux États-Unis (-10 %), et légèrement plus faibles en Allemagne (-5 %, soit une contribution de 12 % aux pertes quand le secteur représente près de 17 % des exportations totales de biens). En revanche, la part de marché de la Chine sur le secteur automobile a doublé entre 2019 et 2023 alors que celui-ci représente seulement 3 % des exportations totales de biens du pays. Le secteur automobile explique près du tiers du gain de parts de marché du pays sur l'ensemble des biens. Cette croissance provient notamment de l'essor des voitures électriques et hybrides (► [DGDDI, 2024](#)), segment sur lequel des marques chinoises ont émergé et rivalisent désormais directement avec leurs homologues européennes et américaines.

En France, l'aéronautique explique le tiers des pertes de parts de marché...

Certains produits se démarquent par ailleurs du fait de leur impact particulier sur certaines économies avancées, quand bien même ils ne participent pas (ou peu) à la réallocation des parts de marché entre Chine et économies avancées.

Il s'agit en premier lieu de l'aéronautique, qui représente – pour la France – l'essentiel des « autres matériels de transport ». Ce secteur a contribué à la perte des parts de marché de l'Allemagne et de la France sur la période récente : la contribution aux pertes de parts de marché serait de 32 % (hors effet de structure) en France et de 9 % en Allemagne. Ces pertes de parts de marché, par rapport notamment à nos partenaires extra-européens, ne devraient

être toutefois que transitoires et auraient vocation à se résorber, voire à s'inverser (► [Roulleau, 2024](#))⁴.

... et la pharmacie un cinquième

Le marché pharmaceutique mondial a retrouvé en 2023 sa dynamique d'avant la crise Covid-19. Les États-Unis, historiquement leader mondial, conservent largement leur position dominante. En effet, le géant américain a vu ses parts de marché augmenter fortement (+25 % entre 2019 et 2023, ► [figure 6](#)) grâce aux exportations de vaccins, notamment contre la Covid. La Chine a également enregistré une augmentation notable quoique transitoire de ses parts de marché. Ces dernières ont triplé entre 2019 et 2021 grâce à la vente de produits pharmaceutiques contre la Covid avant de se normaliser à un niveau légèrement inférieur au niveau d'avant la crise sanitaire. Parmi les principales économies de l'Europe occidentale, la France et le Royaume-

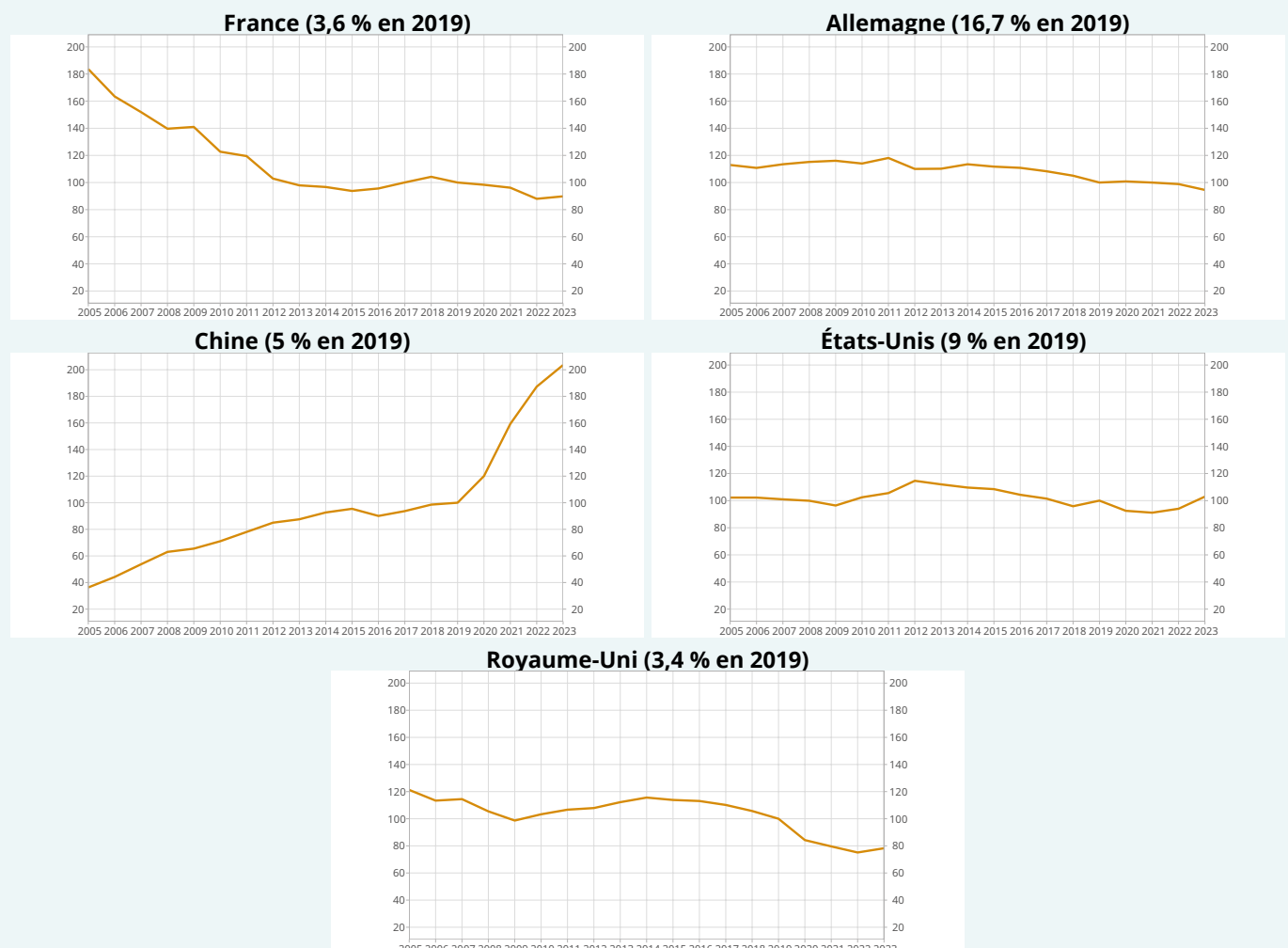
Uni se démarquent par des pertes marquées de parts de marché dans ce secteur, enregistrant respectivement une baisse d'environ 20 % et 25 % entre 2019 et 2023. Le secteur pharmaceutique expliquerait près de 20 % des pertes de parts de marché (hors effet de structure) de la France et 14 % pour le Royaume-Uni.

Les États-Unis ont gagné des parts de marché dans l'énergie

Enfin, les États-Unis sont parvenus à limiter leurs pertes de parts de marché globales grâce à la montée en puissance de leur secteur énergétique entraîné par le développement accéléré de l'extraction d'hydrocarbures non conventionnels. Cette dynamique a commencé avant la crise sanitaire et s'est poursuivie depuis, notamment avec la hausse des livraisons de GNL vers les pays européens sevrés de gaz russe depuis l'invasion de l'Ukraine.

⁴ Il convient de noter que la définition des secteurs d'activité dans cette étude est une approximation imparfaite de la Nomenclature d'Activité Française (NAF), voir ► encadré « Source des données et concepts utilisés ». Par exemple, le secteur des « autres matériels de transport » dans cette étude ne comptabilise pas les moteurs d'avions – pourtant essentiels à la performance française dans le secteur aéronautique au sens de la NAF (► [Roulleau, 2024](#)). Cette contribution est donc un majorant à la contribution du secteur au sens de la NAF.

► 5. Part de marché dans l'industrie automobile en valeur des principales économies (en niveau, base 100 en 2019)



Dernier point : 2023.
Source : UN Comtrade. Calculs Insee.

Conjoncture française

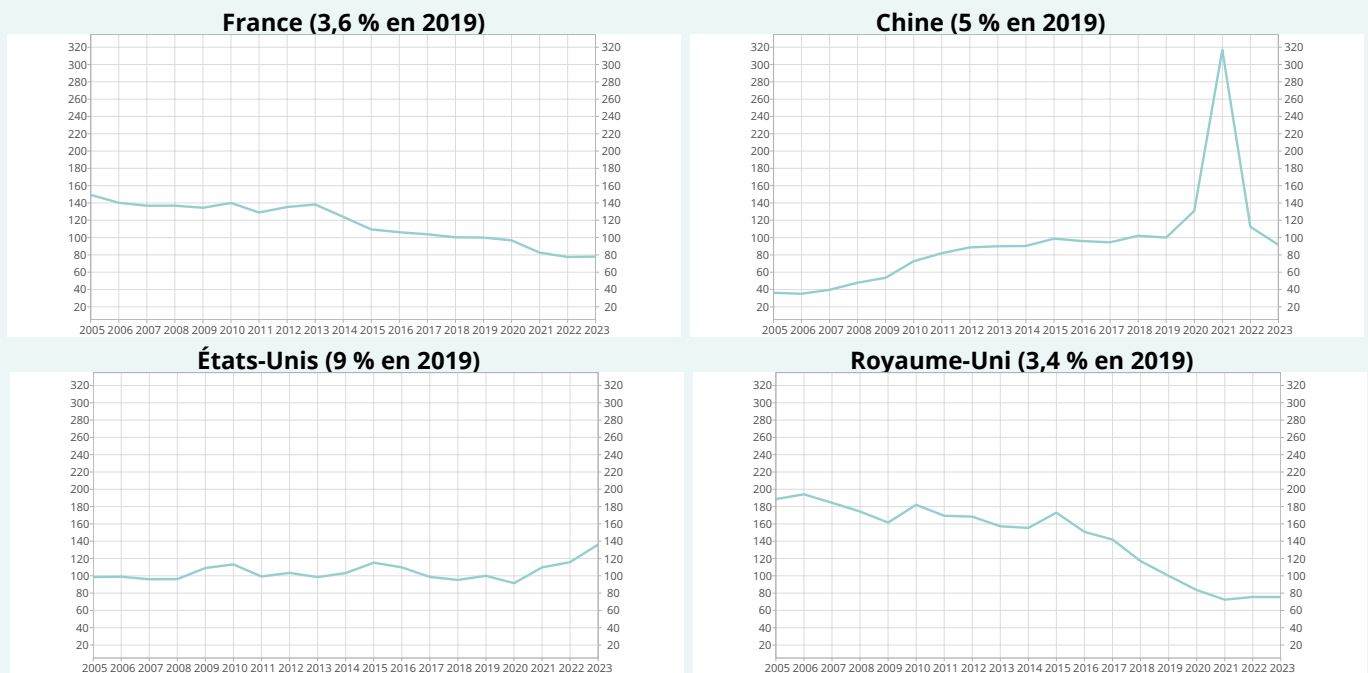
Enfin, les pertes de performance à l'exportation de la zone euro semblent pour partie pérennes

L'analyse ci-dessus permet d'esquisser une typologie des pertes de performance à l'exportation : celles liées au renchérissement du prix relatif de l'énergie semblent en grande partie pérennes car le gaz liquéfié auquel

recourent les européens depuis l'embargo sur le gaz russe est structurellement plus coûteux. Celles relatives à l'aéronautique semblent transitoires. Dans les autres cas, l'analyse est plus complexe : l'évolution à court terme dépendra étroitement de la capacité des firmes européennes à rattraper leur retard technologique ou des territoires européens à attirer des industriels étrangers sur leur sol. ●

► 6. Part de marché dans l'industrie pharmaceutique en valeur

(en niveau, base 100 en 2019)



Dernier point : 2023.

Source : UN Comtrade. Calculs Insee.

Encadré 1 : Source des données et concepts utilisés

Sources des données et concepts

La part de marché à l'exportation du pays j se définit comme le rapport entre les exportations du pays à la date t en valeur, X_{jt} et les exportations mondiales en valeur (soit la somme des exportations des J pays du champ considéré) :

$$Part_{jt} = \frac{X_{jt}}{\sum_i X_{it}}$$

Plusieurs institutions collectent différentes données nationales, issues généralement des douanes dans le cas des exportations de biens, afin de mesurer les parts de marché par zone. Les données mobilisées dans cette étude proviennent de l'organisme néerlandais du Centraal Plan Bureau (CPB). L'analyse désagrégée par produits et par pays repose en revanche sur les données de l'Organisation des Nations Unies (nommées UN Comtrade), qui ont l'avantage d'être extrêmement détaillées (plus de 5 000 produits).

Pour distinguer ce qui, dans l'évolution des parts de marché, relève de la spécialisation géographique de chaque pays de ce qui relève de la performance à l'export par rapport à la concurrence sur chaque marché tiers, on définit ainsi la performance à l'exportation comme l'évolution des parts de marché non expliquée par l'orientation géographique des exportations.

Pour calculer cette performance à l'exportation, il est nécessaire de mobiliser le concept de demande mondiale adressée à chaque pays. La demande mondiale adressée au pays j mesure ce que seraient les exportations de j si la part de marché chez chacun de ses partenaires restait constante par rapport à l'année précédente. Il s'agit donc d'une mesure de la demande des marchés extérieurs sur lesquels les entreprises de j sont présentes. Le taux de croissance de la demande mondiale adressée à j à t , ΔDM_{jt} s'écrit :

$$\Delta DM_{jt} = \sum_i \Delta M_{it} \frac{X_{ji,t-1}}{\sum_i X_{ji,t-1}}$$

Avec :

- ΔM_{it} le taux de croissance des importations en volume du pays i de l'année courante ;
- $X_{(ji,t-1)}$ les exportations du pays j vers le pays i en valeur l'année précédente ;

La performance à l'exportation de j se mesure alors comme le ratio des exportations en volume de j sur la demande mondiale adressée à j :

$$Performance_{jt} = \frac{X_{jt}}{DM_{jt}}$$

Étant calculée en volume, la performance à l'exportation permet également – contrairement aux parts de marché – de neutraliser les effets des variations relatives des prix. Les données relatives aux demandes mondiales en biens en volume adressées aux différents pays proviennent de la Direction Générale du Trésor (► [DG Trésor, 2024](#)), les exportations de biens en volume proviennent des Comptes nationaux des différents pays à l'exception de la Chine où les exportations de biens en volume sont calculées à partir des exportations de biens en valeur issues des douanes chinoises déflatées par le prix des exportations chinoises en biens du CPB.

Traitement statistique de la base de données UN Comtrade

La base de données UN Comtrade compile les données douanières d'un grand nombre de pays et permet d'obtenir des informations extrêmement granulaires (près de 5 000 produits pour la nomenclature la plus fine) sur les exportations des différents pays du monde. Dans cet éclairage, un niveau d'agrégation d'une centaine de produits est considéré. À ce niveau d'agrégation, le passage de la nomenclature des douanes utilisée par UN Comtrade et la nomenclature des secteurs d'activité (NAF) est imparfaite. Par exemple, les secteurs des transports (automobile, aéronautique, etc.) issus de UN Comtrade et utilisés dans le présent éclairage ne recouvrent que l'assemblage des véhicules et non pas la construction des moteurs, contrairement à la NAF.

De plus, la base de données UN Comtrade pour 2023 (et en moindre mesure pour 2022) est incomplète. Un peu plus de 50 % des pays sont présents à la fois en 2019 et 2023 pour chaque secteur d'activité. En termes de montant, le champ restreint des pays présents en 2023 représente plus de 80 % du commerce mondial. Afin de compléter les données de commerce mondial utilisées dans l'analyse pour la période 2022-2023, les exportations mondiales de chaque produit sont prolongées par leurs évolutions calculées sur le champ restreint des pays présents sur la période 2022-2023.

Décomposition sectorielle des parts de marché

Comptablement, chaque produit contribue à l'évolution des parts de marché agrégée via deux effets :

- Un « effet de structure » mesurant l'impact de la déformation de la structure du commerce mondial. Lorsque le poids relatif d'un produit dans le commerce mondial diminue, et que les parts de marché d'un pays sont particulièrement faibles pour ce produit, cela contribue à augmenter les parts de marché d'ensemble du pays ;
- Un « effet intra-produit » mesurant l'impact de l'évolution des parts de marché d'un produit donné à structure du commerce mondial inchangée. À noter que cet effet « intra-produit » capte à la fois la « performance pure » de la branche mais également l'orientation géographique du pays.

La formule de décomposition retenue est une décomposition à la Berthier (► [Berthier, 2002](#)). Soit $Part_{jt}$ les parts de marché du produit j à t , α_{jt} le poids du produit j dans le commerce mondial à t . L'écart de part de marché agrégée entre la date t et la date t_0 (typiquement 2019) s'écrit :

$$Part_t - Part_{t_0} = \underbrace{\sum_j (\alpha_{jt} - \alpha_{jt_0}) \left(\frac{Part_{jt} + Part_{jt_0}}{2} - \frac{Part_t + Part_{t_0}}{2} \right)}_{\text{effet de structure}} + \underbrace{\sum_j \left(\frac{\alpha_{jt} + \alpha_{jt_0}}{2} \right) (Part_{jt} - Part_{jt_0})}_{\text{effet intra-branche}}$$

Encadré 2 : L'évolution des parts de marché dans d'autres économies avancées et émergentes

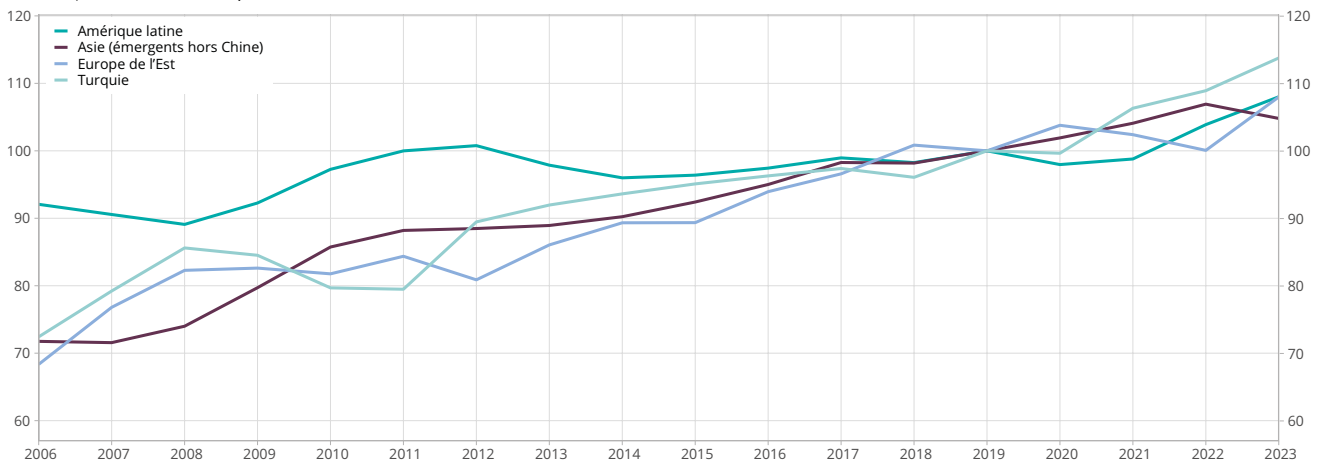
L'analyse du présent éclairage se focalise sur les principales économies avancées et sur la Chine. Néanmoins, il peut être utile de vérifier les mouvements de gains ou de pertes de parts de marché affectant les autres économies avancées et émergentes sur la période récente, notamment l'Amérique latine, les pays émergents d'Asie hors Chine, l'Europe de l'Est (hors Russie et Ukraine), le Japon, la Corée du Sud, le Canada, l'Australie et la Turquie (► [figure 7](#)).

Cette comparaison s'appuie sur les données du CPB pour certaines grandes zones (comme l'Amérique latine ou bien les pays émergents d'Asie hors Chine), complétées par UN Comtrade pour les données manquantes (► [encadré « Source des données et concepts utilisés »](#)). Parmi les économies émergentes hors Chine (► [figure 7](#)), le gain de parts de marché par rapport à l'avant crise-sanitaire est général, de l'ordre de 5 à 10 %. Dans cette perspective, la dynamique turque est plus forte (près de 13 %) et pourrait être la traduction sous forme de gains de parts de marché de l'« échappatoire orientale » (► [Grekou, Mignon et Ragot, 2023](#)) de la Russie aux sanctions occidentales (tout comme pour l'Inde, classée dans les pays d'Asie émergents hors Chine, et la Chine). Toutefois, les gains de parts de marché poursuivent leur tendance pré-crise et ne présentent pas de rupture de tendance comme c'est le cas pour la Chine.

Concernant les autres économies avancées, les économies d'Asie – dont le Japon – ont subi post-crise sanitaire des pertes de part de marché relativement commensurables à celle de la zone euro, contrairement au Canada et à l'Australie qui ont maintenu voire augmenté leurs parts de marché. ●

► 7. Parts de marché mondiales à l'exportation de biens en valeur dans d'autres économies avancées et émergentes

(en niveau, base 100 en 2019)



Dernier point : 2023.

Note : l'Amérique latine comprend l'Amérique du Sud ainsi que le Mexique. L'Asie émergente hors Chine comprend l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie, le Pakistan, les Philippines et la Thaïlande. L'Europe de l'Est comprend la Pologne, la Roumanie, la Bulgarie, la République Tchèque, la Slovaquie et la Serbie.

Source : Centraal Bureau Plan, UN Comtrade.

PrG_t : Prix du gaz en Europe rapporté au prix du gaz en Amérique du Nord (données Banque Mondiale).

Les écarts-types des coefficients sont présentés entre parenthèses sous les coefficients.

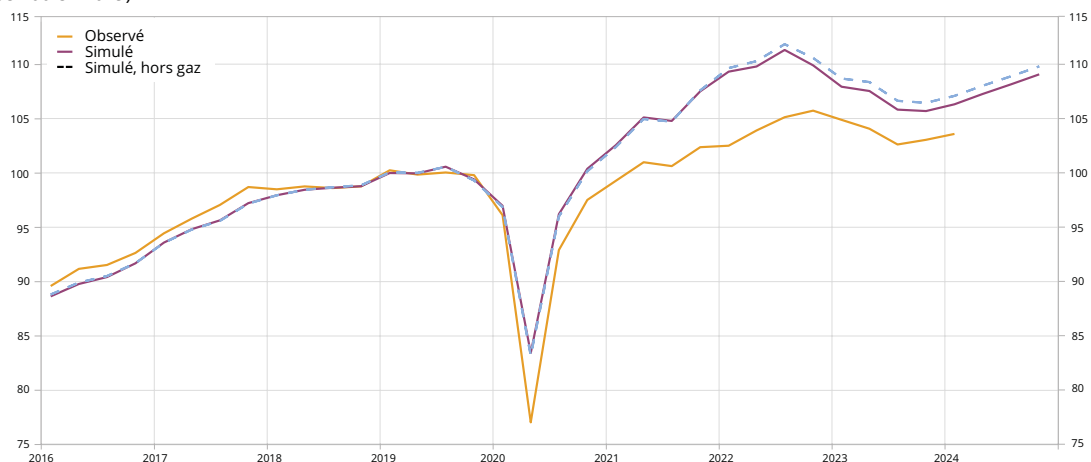
$R^2 = 0,88$, écart-types des résidus = 0,01 – Période d'estimation : 1997 à 2019.

Sur la période allant de 2020 à 2024 une prévision est estimée à partir du modèle avec les hypothèses suivantes :

- le poids des émergents dans le commerce mondial est prolongé non pas par son niveau observé, mais de façon tendancielle. Cela permet de neutraliser la hausse inhabituelle de la part de marché de la Chine observée sur la période vis à vis du reste du monde (et donc de la zone euro), pour tenter d'expliquer cette dernière par les autres facteurs pris en compte dans l'équation (taux de change et prix relatif du gaz). Il est donc fait l'hypothèse que les coefficients relatifs au taux de change et au prix relatif du gaz, qui expliquent sur la période d'estimation les performances à l'exportation de la zone euro par rapport aux autres économies avancées, sont pertinents sur le passé récent pour expliquer les pertes de performance vis à vis de la Chine. De même, il est fait l'hypothèse que le prix du gaz relatif utilisé permet non seulement de capturer la dégradation de la compétitivité coût de la zone par rapport aux Etats-Unis, mais également par rapport à tous les pays n'ayant pas subi de choc spécifique sur le prix du gaz, dont la Chine ;
- le taux de change réel de la BCE est prolongé par une prévision pour l'année 2024 (taux de change nominaux figés, prévisions d'inflation présentées par ailleurs dans la présente *Note de conjoncture*) ;
- pour 2024, le prix relatif du gaz est figé à son niveau de début d'année. ●

► 8. Le prix relatif du gaz explique une partie de la dynamique récente des exportations dans la zone euro

(niveau, base 100 en 2019)



Dernier point : quatrième trimestre 2024.

Lecture : au quatrième trimestre 2024, le niveau observé des exportations de la zone euro en volumes chaînés a augmenté de 4 % par rapport à son niveau moyen de 2019. Les exportations simulées par le modèle auraient augmenté en revanche de 6 % par rapport au niveau moyen de 2019.

Source : Insee, Destatis, Istat, INE, Statistics Netherlands, National Bank of Belgium, CPB, Banque Mondiale, BCE, calculs Insee.

Bibliographie

- J. Bardaji, B. Campagne, M-B. Khder, A-S. Dufernez, C. Elezaar, Q. Lafféter, P. Leblanc, E. Masson, H. Partouche, O. Simon** (2017) « Le modèle macro économétrique Mésange : réestimation et nouveautés », Document de travail, Numéro 2017/04 – Mai 2017, Insee.
- M. Bas, L. Fontagné, P. Martin, T. Mayer** (2015) « À la recherche des parts de marché perdus », Note du Conseil d'Analyse Economique, 2015.
- J-P. Berthier** (2002) « Réflexions sur les différentes notions de volume dans les comptes nationaux », Document de travail de l'Insee n°8, juin 2002.
- L. Bertrand et E. Villani** (2024) « Les dépendances des économies émergentes à la croissance Chinoise », Trésor-Eco, 2024.
- Direction Générale du Trésor**, (2024) « Perspectives mondiales au printemps 2024 : une croissance modérée et inégale », Trésor-Eco, 2024.
- Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects**,(2024) « Voitures électriques : vive expansion dans les échanges de voiture de la France depuis six ans », Études et éclairages n°96, janvier 2024.
- C. Grekou, V. Mignon, L. Ragot** (2023) « Russie : sanctions occidentales et échappatoires orientales », Lettre du CEPII, N° 439, juillet-août 2023.
- K. Head, Ph. Martin et T. Mayer** (2020) « Les défis du secteur automobile : compétitivité, tensions commerciales et relocalisation », Note du Conseil d'analyse économique, 2020.
- B. Marc et B. Patier** (2016) « Pourquoi les exportateurs français ont-ils perdu des parts de marché ? », *Note de conjoncture* de l'Insee, décembre 2016.
- B. Mandel** (2012) « Why is the U.S. Share of World Merchandise Exports Shrinking ? », Current Issues in Economics and Finance, Federal Reserve Bank of New York, 2012.
- PIIE** (2021) « The United States has been disengaging from the global economy », 2021.
- G. Roulleau** (2024) « L 'activité aéronautique en France, toujours en deçà de son niveau d'avant-crise, pourrait redécoller en 2024 », *Note de conjoncture* de l'Insee, mars 2024.
- S. Shivakumar, C. Wessner et T. Howell** (2024) « Balancing the ledger : export controls on U.S. Chip technology to China », Center for strategic & international studies, 2024. ●